

Brochure n° 3005-3

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**
(tome III : ETAM)

AVENANT DU 7 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA 2007
(AUVERGNE)

NOR : *ASET0750526M*
IDCC : *403*

Entre :

La fédération des travaux publics de la région Auvergne,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT section construction et bois Auvergne ;

Le syndicat FO BTP ;

La CFTC,

D'autre part,

au cours de la commission paritaire qui s'est tenue le 7 décembre 2006, et en application de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 21 juillet 1965, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Barèmes salariaux minima annuels pour les ETAM
travaux publics en Auvergne*

Pour l'année 2007, les valeurs minima annuelles des catégories et niveaux de la classification des ETAM des travaux publics s'établissent comme suit, en Auvergne, sur la base de travail égale à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année.

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	MINIMUM ANNUEL applicable (base 35 heures)
Employés	A	16 145,79
	B	17 149,87
	C	18 373,97
	D	20 491,62
Techniciens et agents de maîtrise	E	22 716,70
	F	25 613,24
	G	28 061,45
	H	30 510,69

(*) Minimum ajusté sur celui des ouvriers.

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC en vigueur.

Article 2

Date et durée d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2007 et pour l'année 2007. Elles annulent et remplacent celles de l'accord du 30 novembre 2005, applicables pour l'année 2006.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel employés, techniciens et agents de maîtrise des entreprises de travaux publics de la région Auvergne (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) appliquant la convention collective citée en préambule.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé, conformément aux dispositions du code du travail, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-de-Dôme et transmis, pour information, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire ainsi qu'aux conseils de prud'hommes de la région Auvergne.

Fait à Clermont-Ferrand, le 7 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)